



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 16 juillet 2026

**FOCUS : SI L'INCLUSION FINANCIERE DES PME COLOMBIENNES PROGRESSE, ELLE DEMEURE
UN DEFI.**

2

Bolivie

3

Le gouvernement gèle les prix du carburant pour 6 mois.

3

Colombie

3

Le travail domestique équivaut à 20 % du PIB.

3

L'appréciation du peso pénalise le secteur touristique.

4

Miguel Gómez Martínez a été désigné ministre des Finances.

4

Équateur

5

Les capacités de production d'électricité de l'Équateur restent fragiles face à la période sèche.

5

L'inflation accélère en juin sous l'effet de la hausse des tarifs de l'électricité.

5

Pérou

5

Le Tribunal constitutionnel péruvien a changé de position et vient de retirer au Congrès son pouvoir d'initiative en matière de dépenses.

5

Les accords de libre-échange continuent de structurer la stratégie commerciale du Pérou.

6

Suriname

6

Les subventions au carburant coûtent 8 M\$ par mois au gouvernement.

6

Venezuela

6

À la suite des séismes, l'écart entre le taux de change officiel et le taux parallèle s'est temporairement resserré.

6

L'inflation atteint 13,8 % en juin.

7

La production de pétrole augmente en juin.

7

Focus : Si l'inclusion financière des PME colombiennes progresse, elle demeure un défi.

En Colombie, l'inclusion financière des micro, petites et moyennes entreprises (MiPymes) — entendue comme la possibilité d'accéder à des produits et services financiers abordables auprès de prestataires fiables — reste faible. En effet, l'accès au crédit reste limité en Colombie, du fait des vulnérabilités économiques et financières du tissu entrepreneurial. Les MiPymes (90 % du tissu entrepreneurial colombien) ont plus de difficultés d'accès au crédit formel que les grandes entreprises. De fait, seule une MiPyme sur trois s'endette par crédit formel, du fait d'un profil de risque qui les rend inéligibles aux conditions des banques commerciales traditionnelles. Pour faire face à leurs besoins de financement, elles ont alors recours (i) à l'épargne de leurs propriétaires ou à une épargne de précaution constituée par l'entreprise pour faire face aux chocs et (ii) au gota a gota (« goutte à goutte »), crédit informel aux taux d'intérêt prohibitifs qui serait associé à des groupes criminels et à des pratiques d'extorsion, mais qui comblent la brèche d'accès au crédit formel.

L'importance de l'informalité du travail (55 % de la population active) exclut les MiPymes du système financier, faute de garanties, de transparence et de traçabilité nécessaires à la prise de risque des banques. Elle persiste également en raison d'une méconnaissance des bénéfices de la formalisation et d'une surestimation de ses coûts. Par ailleurs, la productivité des travailleurs est parfois inférieure à celle attendue au niveau du salaire minimum, les éloignant de la frontière de formalisation.

La forte volatilité des revenus constitue également un obstacle à l'accès au crédit, en limitant la capacité des entreprises à planifier, épargner et investir. Le système financier apparaît mal adapté à cette réalité, l'offre ne s'adaptant pas aux besoins de la demande en termes de rapidité d'accord du prêt, de flexibilité et de facilité des procédures administratives. Selon l'Association nationale des institutions financières (ANIF), une piste envisageable serait le développement de crédits à mensualités variables, et non fixes, indexées sur les flux de trésorerie. L'inclusion financière est aussi freinée par le déficit en compétences entrepreneuriales, de nombreux dirigeants n'envisageant pas le crédit comme levier de croissance, faute de formation.

Le manque d'information concernant les transactions des MiPymes constitue un troisième frein à l'inclusion financière. L'importance des paiements en espèces en Colombie et l'absence de comptabilité formelle des MiPymes limite la production de données, ce qui entrave l'accès au crédit formel et l'inclusion financière. Le développement du paiement numérique (comme *Bre-B*) ou l'*open data* pourraient améliorer la création et le suivi de l'information, (i) en générant des historiques financiers exploitables par les banques pour *Bre-B*, et (ii) en réduisant l'asymétrie d'information pour l'*open data*, qui facilite l'évaluation du risque et l'accès au crédit.

Des acteurs publics et privés proposent des approches innovantes, tenant compte des spécificités des MiPymes, pour renforcer leur accès au financement.

- **Côté secteur public**, en janvier 2026, le gouvernement a mis en place le programme « Inclusion financière pour l'économie populaire » en partenariat avec la Banque agricole qui accorde des modules d'éducation financière et des **prêts avec des taux d'intérêt préférentiels pour l'économie populaire, allant jusqu'à 40 000 \$ (140 M COP) pour la période 2026 ;**

- **Côté secteur privé**, des solutions innovantes sont déployées pour capter un marché aujourd'hui dominé par les acteurs informels. Premièrement, en l'absence de données comptables rigoureuses, la FinTech Quipu utilise l'intelligence artificielle et des données alternatives (réseaux sociaux, messages, photos) pour accorder des crédits à des micro entreprises, y compris informelles. Deuxièmement, Bancóldex (banque de développement publique) a lancé une ligne de crédit populaire (Pulso) destinée aux micro-entreprises n'ayant jamais eu accès au crédit formel. Enfin, le programme *Strive* développé par Mastercard vise à promouvoir l'adoption des outils financiers numériques, via des réseaux sociaux et un accompagnement personnalisé.

Bolivie

Le gouvernement gèle les prix du carburant pour 6 mois.

Le président Rodrigo Paz a gelé les prix du carburant jusqu'en janvier 2027, en raison de la crise de l'approvisionnement (cf. [Brèves semaine 21](#)) et de doutes concernant la qualité de l'essence. Les valeurs commerciales du diesel, de l'essence, du gaz naturel pour véhicules (NGV), du gaz de pétrole liquéfié (GPL) et de l'essence d'aviation resteront fixes. Pour ce faire, l'État a alloué des ressources supplémentaires à l'entreprise pétrolière nationale (YPFB) afin de subventionner la différence de coûts d'importation. Le porte-parole du gouvernement a indiqué qu'il est impossible de déterminer combien coûtera cette subvention, compte tenu du nouveau taux de change (cf. [Brèves semaine 28](#)) et des fluctuations du prix international du pétrole. Le décret autorise cependant le ministère de l'Économie à allouer des ressources à YPFB jusqu'à 98 M\$ (1 Md BOB).

Cette mesure vise à diminuer l'impact direct des fluctuations du dollar sur le prix de l'essence et donc sur l'économie nationale, dans un contexte marqué par des pénuries d'hydrocarbures liées à des difficultés d'approvisionnement et des reproches concernant la qualité de l'essence fournie. Ce problème d'approvisionnement est structurel et réside dans la dépendance extérieure de la Bolivie, puisque le pays importe presque tout son diesel et plus de 50 % de l'essence nécessaire à la consommation intérieure. Le manque chronique de devises étrangères,

causé par le déclin de la production locale d'hydrocarbures, a rendu l'acquisition de cargaisons externes coûteuse.

Colombie

Le travail domestique équivaut à 20 % du PIB.

La valeur économique du temps passé à l'entretien du domicile ou d'autres activités sans rémunération atteint 20 % du PIB, 78 % de ces tâches étant effectuées par des femmes, selon l'institut statistique colombien (DANE). Le travail domestique correspond aux activités non rémunérées effectuées au sein des ménages, telles que les tâches ménagères, la préparation des repas, la garde des enfants ou les soins aux proches. L'organisme estime que 41 Md d'heures étaient consacrées au travail domestique en 2024, ce qui représente 105 M\$ (340 Md COP) si l'on considère la valeur de ces heures sur le marché du travail. Ce travail non rémunéré dépasse la contribution de secteurs tels que le commerce de gros et l'administration publique, deux des activités les plus importantes de l'économie colombienne.

L'écart n'est pas seulement de genre, mais aussi éducatif. Sur le total des emplois domestiques et de soins non rémunérés, la plus grande proportion est exercée par des personnes ayant un faible niveau d'éducation : 46 % correspondent à des personnes ayant un niveau d'éducation secondaire ou inférieur.

L'appréciation du peso pénalise le secteur touristique.

Entre janvier et mai 2026, le nombre total de visiteurs non-résidents en Colombie a baissé de -1,6 % (en g.a.), passant de 2,5 M en 2025 à 2,4 M en 2026, selon Bloomberg. Fin juin, le taux de change s'élevait à 3 443 COP/USD, une baisse de -15 % en g.a. Cette chute représente un défi important pour le secteur touristique, car elle réduit l'attractivité économique du pays pour les visiteurs étrangers en augmentant le prix des voyages.

À l'inverse, l'afflux de Colombiens à l'étranger a augmenté de +12,6 % entre janvier et mai 2026, (en g.a.), l'appréciation du COP augmentant leur pouvoir d'achat à l'étranger. Le tourisme domestique est également en hausse de +4,3 % sur cette même période, ce qui ne compense pas complètement le recul du nombre de visiteurs étrangers. Selon Goldman Sachs, les facteurs intérieurs, comme la stabilité économique promise par le nouveau gouvernement (cf. [Focus semaine 26](#)) et la position restrictive de la Banque centrale (cf. [Brèves semaine 27](#)), devraient continuer à soutenir la performance du peso colombien.

Miguel Gómez Martínez a été désigné ministre des Finances.

Miguel Gómez Martínez a été désigné ministre des Finances par le président élu Abelardo de la Espriella et prendra ses fonctions le 7 août 2026, au début du nouveau mandat présidentiel. Économiste de formation, âgé de 65 ans, il dispose d'une longue expérience dans les secteurs public et privé. Ancien vice-contrôleur général de la République, président de la banque publique de développement Bancóldex, président de la fédération des assureurs (Fasecolda), ancien ambassadeur de Colombie en France et ex-congressiste, il est également issu d'une famille influente de la droite conservatrice colombienne.

Sa nomination intervient dans un contexte de tensions sur les finances publiques. Le ministre

désigné a annoncé vouloir « mettre en ordre les finances publiques » alors que le déficit est attendu à -7,4 % du PIB en 2026 par le Comité autonome de la règle budgétaire (cf. [Brèves semaine 27](#)). Un premier chiffre de 18,4 Md\$ (60 000 Md COP) de réduction budgétaire a été annoncé par le futur ministre, reposant notamment sur la fermeture de certains ministères. Néanmoins, la proposition est encore préliminaire à ce stade et ne s'accompagne pas de chiffres précis hormis la fermeture du ministère de l'Égalité (dont le budget était de 0,7 Md\$).

Le nombre d'heures de travail maximal légal passe de 44 heures par semaine à 42 heures.

À partir de cette semaine, la réforme du travail du gouvernement actuel entre en vigueur : la semaine de travail passera de 44 heures à 42 heures pour les employés, sans réduction de salaire ni de droits acquis. Au début du mandat de Gustavo Petro, la durée hebdomadaire du travail était de 48 heures. Par ailleurs, la majoration salariale applicable le dimanche et les jours fériés s'établit désormais à 90 % (contre 80 % auparavant) et devrait passer à 100 % d'ici juillet 2027. Enfin, les heures supplémentaires ne pourront pas dépasser deux heures par jour.

Cette mesure, qui améliore le bien-être des employés, représente un coût pour les entreprises. Elles doivent ainsi ajuster leur organisation afin de maintenir la productivité en moins de temps. Selon un rapport de la Fédération colombienne de gestion humaine (Acrip), 51,2 % des entreprises consultées ont déclaré avoir mis en place une reprogrammation des horaires afin de ne pas affecter leur fonctionnement face à la réduction du temps de travail, et 30,1 % d'entre elles une restructuration organisationnelle. Par ailleurs, 55 % des travailleurs colombiens sont informels, et ne seront donc pas affectés par la mesure.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	0,0%	31,4%	2293
Change USD/COP	-0,5%	-19,7%	3226
Change EUR/COP	-0,6%	-20,9%	3695
Prix du baril (Brent, USD)	12,9%	23,3%	85,79

Équateur

Les capacités de production d’électricité restent fragiles face à la période sèche.

À trois mois du début de la saison sèche, prévue en octobre, l’Équateur aborde une période critique du fait d’un parc thermique vieillissant. Selon le Plan directeur de l’électricité 2023-2032, 13 des 53 unités thermoélectriques du pays, soit 25 % des installations, sont en service depuis 30 à 56 ans. Elles représentent 541 MW de puissance effective, soit près de 30 % de la capacité thermique nationale.

Les autorités reconnaissent que l’ancienneté de ces centrales accroît le risque de pannes, alors que la production hydroélectrique diminue et que la dépendance aux centrales fonctionnant au diesel et au fioul augmente. Les deux unités mises en service en 1970 figurent parmi les plus anciennes. Les experts soulignent toutefois qu’un entretien adéquat pourrait prolonger leur durée de vie au-delà des 30 ans théoriques.

Le gouvernement se veut néanmoins rassurant : le système dispose actuellement de 6 000 MW de capacité pour une demande inférieure à 5 500 MW, écartant tout risque immédiat de coupures d’électricité, selon le ministre de l’Énergie. Les réservoirs hydroélectriques sont proches de leur niveau maximal et de nouvelles capacités de production ont été mises en service.

Des incertitudes subsistent toutefois, notamment sur le renouvellement des contrats de deux des trois barges électriques

turques, tandis que la centrale Termoesmeraldas restera indisponible jusqu’en 2027. Parallèlement, l’Équateur cherche à rétablir les importations d’électricité depuis la Colombie, suspendues depuis janvier 2026 en raison des tensions commerciales entre les deux pays.

L'inflation accélère en juin sous l'effet de la hausse des tarifs de l'électricité.

L'inflation annuelle a atteint 1,7 % en juin 2026, en hausse de 0,17 pp par rapport à juin 2025, selon l'Institut national statistique. Après la baisse des prix observée en mai (-0,6 %), l'inflation mensuelle est repartie à la hausse pour s'établir à 0,8 %, principalement sous l'effet de l'augmentation des tarifs de l'électricité (+33 %). Sur un an, les plus fortes hausses de prix concernent les carburants, avec un bond de 76 % pour le diesel et de 49 % pour l'essence Super, ainsi que les essences Ecopaís et Extra (+29 %).

Le coût du panier de consommation de base de la ménagère s'élève désormais à 825\$, en hausse de 12,2\$ sur un an. Malgré cette progression, le revenu mensuel moyen des ménages atteint 900\$, soit un excédent de 75\$ par rapport au coût du panier de référence pour un foyer de quatre personnes. Ces chiffres traduisent une reprise modérée des tensions inflationnistes, alimentée principalement par les coûts de l'énergie.

Pérou

Le Tribunal constitutionnel péruvien change de position et retire au Congrès son pouvoir d'initiative en matière de dépenses.

Le Tribunal constitutionnel (TC) a annulé sa jurisprudence de 2022 et réaffirmé que le Congrès ne peut adopter de lois générant des dépenses publiques sans coordination préalable avec le ministère de l'Économie et

des Finances (MEF) ni identification d'une source de financement. Cette décision intervient alors que le groupe parlementaire *Fuerza Popular*, de la Présidente élue Keiko Fujimori, a soutenu au cours de la précédente législature 36 lois dont l'impact budgétaire a été signalé par le Conseil budgétaire, dont 16 d'entre elles cumulent un coût fiscal de 28,5 Md€. Leur coût représente près de trois fois le budget alloué cette année par le MEF aux secteurs de l'éducation et de la santé réunis. Le président du Conseil budgétaire, Alonso Segura, estime que cette décision renforce le cadre de discipline budgétaire et limite les risques liés à l'adoption de dépenses non financées. Le jugement s'appliquera au prochain Congrès bicaméral et pourrait également ouvrir la voie à des recours contre certaines lois déjà en vigueur.

Les accords de libre-échange continuent de structurer la stratégie commerciale du pays.

Le ministère péruvien du Commerce extérieur et du Tourisme (Mincetur) met en avant l'impact de la politique de libéralisation commerciale conduite depuis plusieurs décennies. Avec l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange avec le Guatemala début juillet, le Pérou dispose désormais de 24 accords commerciaux couvrant 59 économies, représentant 82 % du PIB mondial. Selon le Mincetur, ces accords couvrent 87 % des exportations péruviennes et ont contribué à la diversification des débouchés à l'export.

Cette stratégie s'inscrit dans un contexte de forte progression du commerce extérieur : entre janvier et mai 2026, les exportations péruviennes ont atteint 39,3 Md€. Le gouvernement poursuit parallèlement l'élargissement de son réseau commercial. Les négociations avec la Thaïlande sont achevées, un accord de partenariat économique global (CEPA) avec les Émirats arabes unis est en cours de négociation, tandis que les accords avec la Chine, Hong Kong et l'Indonésie font

l'objet de procédures de modernisation ou de ratification.

Suriname

Les subventions au carburant coûtent 8 M\$ par mois au gouvernement.

Le Suriname a plafonné les prix des carburants à la pompe depuis le 18 mars. Le diesel est ainsi fixé à 1,4\$/L (53,3 SRD) et le sans plomb à 1,3\$/L (48,3 SRD). Dans le même temps, les prix internationaux ont fluctué et s'établissent à 79\$/baril au 13 juillet. Sans le plafond de prix, la ministre des Finances a indiqué que les prix s'établiraient à 1,7\$/L (64 SRD ; +0,3\$) pour le diesel et 1,6\$/L (62 SRD ; +0,3\$) pour le sans plomb.

Le gouvernement envisagerait de réduire progressivement ces subventions. Néanmoins, la reprise des tensions en Iran devrait rehausser encore ces prix internationaux et pourrait faire perdurer ce mécanisme afin de protéger le pouvoir d'achat des consommateurs.

Venezuela

À la suite des séismes, l'écart entre le taux de change officiel et le taux parallèle s'est temporairement resserré.

Depuis les tremblements de terre du 24 juin, l'écart de change (entre les taux de change parallèle et officiel) se réduit. Au 10 juillet, la brèche s'établissait à 15,1 %, alors qu'elle s'établissait à 29,6 % le 23 juin, la veille du double séisme qui a touché le Venezuela. Cette réduction est due, d'une part, à la stabilisation du taux de change parallèle du fait d'une demande maintenue en bolivars (VES) afin de faire face à l'urgence. Le taux de

change parallèle a ainsi baissé dans les premiers jours suivants les séismes avant de remonter depuis le 6 juillet. Le 14 juillet, le taux parallèle s'établissait entre 850 VES/USD et 950 VES/USD, signant une nouvelle hausse.

Le taux de change officiel a augmenté de +16 % depuis le 24 juin pour atteindre 721 VES/USD le 10 juillet. Cette hausse est liée à un changement du comportement de la Banque centrale, qui (i) prend désormais comme taux de référence les taux de change proposés par les bureaux de change (proches du taux parallèle) et (ii) laisse davantage le taux fluctuer, limitant son contrôle de change. De plus, la Banque centrale a annoncé aux banques privées que la vente de devises pouvait désormais se faire aussi bien au format électronique qu'en espèces, levant certaines restrictions pesant sur le marché de change. Les interventions de la Banque centrale sur le marché de change pourraient atteindre 1,9 Md\$ au mois de juillet. Pour que l'écart de change se referme durablement, la suppression complète du contrôle de change par la Banque centrale est recommandée par Ecoanalitica, centre d'études économiques vénézuélien.

La semaine dernière, le FMI a entamé un dialogue avec la présidente du Venezuela, Delcy Rodríguez, afin que le pays puisse avoir accès à une partie de ses actifs conservés par le Fonds (tranche de réserve à 350 M\$) pour faire face aux dommages liés aux séismes.

L'inflation atteint 13,8 % en juin.

L'inflation a augmenté à 13,8 % (en g.a) en juin, contre 6,3 % en mai, rompant avec la décélération observée depuis le début de l'année, selon la Banque centrale

vénézuélienne (BCV). L'inflation sur le premier semestre de l'année s'établit à 130 %. Les secteurs dont les prix ont connu les hausses les plus importantes sont les transports (+16 %), les services éducatifs (+15 %) et les services de logement (+15 %). L'inflation est portée par la dépréciation de la monnaie locale face au dollar étasunien de -14 % (de 554 VES/USD à 633 VES/USD) sur le mois. Ces chiffres s'éloignent des estimations de mai dernier de la BCV, qui prévoyait une inflation à un chiffre pour le reste de l'année.

La production de pétrole augmente en juin.

Selon les chiffres de l'OPEP, la production pétrolière a augmenté de 7 000 barils/jour (b/j) pour atteindre 1,2 M b/j. En revanche, des sources secondaires font état d'une production de 1,1 M b/j, soit une baisse de -1 000 bpj.

Le prix du pétrole brut de référence vénézuélien, le mélange Merey 16, est tombé à une moyenne de 71\$/baril en juin, soit une baisse de 12\$ par rapport à mai. Par ailleurs, selon les données de la Banque centrale, les revenus issus des exportations pétrolières ont augmenté de 21 % au premier trimestre 2026 (en g.a.), passant de 4,5 Md\$ en 2025 à 5,5 Md\$. Au deuxième trimestre, l'OPEP a estimé la production à 1,1 M b/j, soit 149 000 b/j de plus que la moyenne du premier trimestre et 122 000 b/j de plus que le niveau enregistré en 2025. Ces chiffres reflètent les effets de la réouverture progressive des opérations pétrolières vénézuéliennes, conséquence de l'assouplissement des sanctions américaines.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Carla DERVILLE, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Marie REBOURS, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)